

(Version française)

Question avec demande de réponse écrite E-002017/19

à la Commission

Dominique Martin (ENF)

(18 avril 2019)

Objet: 100 kilomètres d'autoroute en Moldavie pour 1 milliard d'euros

Les corridors transeuropéens ⁽¹⁾ sont des axes prioritaires d'investissements autoroutiers ou ferroviaires en Europe pour la Commission. La Commission a même identifié des zones d'extension de ces corridors en Israël ou en Azerbaïdjan, territoires non européens ⁽²⁾. Pourtant, en Moldavie, une portion de 100 kilomètres d'autoroute a été identifiée par l'organisme moldave IDEP pour 1 milliard d'euros environ ⁽³⁾.

La Commission envisage-t-elle de subventionner l'extension du corridor A8 en Moldavie vers Odessa sur l'axe Odessa-Chisinau-Ungheni ⁽⁴⁾?

Quel montant est investi par l'Union européenne au nom de la politique de voisinage ou d'une autre politique dans ces investissements routiers ou ferroviaires situés hors des vingt-huit États membres?

Quel effet cela a-t-il sur la création d'emploi pour les travailleurs européens?

Réponse donnée par le commissaire Hahn au nom de la Commission européenne

(5 juillet 2019)

En janvier 2019, l'UE a étendu les cartes du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) central indicatif ⁽⁵⁾ afin d'y inclure les six pays du partenariat oriental ⁽⁶⁾. Une extension du réseau RTE-T indicatif vers les pays du voisinage méridional est en cours d'élaboration dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.

Pour soutenir l'extension du réseau RTE-T indicatif dans le partenariat oriental, la Commission a publié un plan d'action indicatif d'investissement dans le RTE-T ⁽⁷⁾, qui recense les projets prioritaires et les besoins d'investissement nécessaires pour achever le réseau RTE-T central indicatif au sein des pays du partenariat oriental. En République de Moldavie et en Ukraine, le plan retient la réhabilitation de certaines parties du tronçon Ungheni-Chisinau-Kucirgan-Odessa, dont le coût est estimé à plus de 150 millions d'euros.

La Commission ne prend pas d'engagement de financement ferme pour les projets énumérés dans le plan. Les besoins d'investissement dans le plan d'action indicatif d'investissement dans le RTE-T devraient être satisfaits conjointement par les budgets nationaux, par des prêts auprès d'institutions financières internationales, par le secteur privé, ainsi que par des éventuelles subventions de l'UE ayant un effet de levier sur les prêts.

Entre 2014 et 2019, la plateforme d'investissement pour le voisinage a fourni des subventions de 58 millions d'euros pour les projets de RTE-T dans le partenariat oriental. Depuis 2008, l'UE a fourni des subventions pour un montant de 100 millions d'euros destinés à des projets de connectivité et de mobilité urbaine dans le voisinage méridional.

Les projets autoroutiers et ferroviaires, y compris l'extension du réseau RTE-T indicatif, accroîtront la connectivité entre la région du voisinage et l'UE et encourageront donc le commerce, les possibilités économiques et la création d'emplois pour les citoyens à l'intérieur et en dehors de l'UE, contribuant à la stabilité et à la prospérité de l'UE et de son voisinage.

⁽¹⁾ http://ec.europa.eu/transport/infrastructure/tentec/tentec-portal/site/maps_upload/corridors_png/Europe_Corridors_ALL_web19_05_2017.pdf

⁽²⁾ <http://ec.europa.eu/transport/infrastructure/tentec/tentec-portal/site/en/maps.html>

⁽³⁾ Exposé de l'IDEP, le 2 avril 2019, au Parlement européen.

⁽⁴⁾ http://ec.europa.eu/transport/infrastructure/tentec/tentec-portal/site/maps_upload/annexes/annex3/AnnexIII_RMoldova.pdf

⁽⁵⁾ L'extension du réseau RTE-T indicatif est entrée en vigueur le 9 janvier 2019 [règlement délégué (UE) 2019/254 de la Commission] après examen par le Parlement européen.

⁽⁶⁾ Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, République de Moldavie, Ukraine.

⁽⁷⁾ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/ten-t_iap_web-dec13.pdf